

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS HOME LOAN SFH

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital d e 285 000 000 €

Siège Social : 1, boulevard Haussmann – 75009 Paris

454 084 211 R.C.S. Paris

A. — Etats financiers au 31 décembre 2024.**I. — Compte de résultat.**

(En Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	2.a	421 245 601	326 444 532
Intérêts et charges assimilées	2.a	-404 303 958	-315 753 635
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2.b	1 250 000	1 703 457
Commissions (charges)	2.b	-7 199	-104 437
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	2.b	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire - F.R.U.	2.c		483 162
Autres charges d'exploitation bancaire			
Produit net bancaire		18 184 443	12 773 080
Frais de personnel			
Autres frais administratifs	2.c	-1 723 139	-1 535 368
Dont (F)onds de (R)ésolution (U)nique (1)			
Charges diverses d'exploitation bancaire	2.c		-483 162
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Résultat brut d'exploitation		16 461 304	10 754 549
Coût du risque			
Résultat d'exploitation		16 461 304	10 754 549
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Dotations nettes aux provisions réglementées			
Résultat courant avant impôt		16 461 304	10 754 549
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	2.d	-4 250 309	-2 787 269
Résultat net		12 210 995	7 967 280

II. — Bilan au 31/12/2024..
(En Euros)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales et CCP		820	820
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.a	34 375 155 769	34 903 084 859
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Actions propres			
Autres actifs	3.b	2 307 603	2 306 836
Comptes de régularisation	3.c	71 535 361	82 536 051
Total actif		34 448 999 553	34 987 928 566

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Dettes			
Banques centrales et CCP	3.a		
Dettes envers les établissements de crédit	3.a	320 372 773	190 230 684
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	3.d	33 707 233 710	34 362 854 432
Autres passifs	3.b	1 074 829	2 334 550
Comptes de régularisation	3.c	81 192 652	97 873 892
Provisions pour risques et charges			
Dettes subordonnées	3.e	40 092 640	40 118 056
Total dettes		34 149 966 604	34 693 411 613
Capitaux propres	4.c		
Capital souscrit		285 000 000	285 000 000
Prime d'émission			
Réserves		1 716 098	1 317 734
Report à nouveau		105 855	231 939
Résultat de l'exercice		12 210 995	7 967 280
Résultats en instance d'affectation			
Total capitaux propres		299 032 948	294 516 953
Total passif		34 448 999 553	34 987 928 566

Hors bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements de garantie		2 306 836	2 306 836
Engagements sur titres			
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements de garantie		41 770 185 097	41 715 127 300
Engagements sur titres			
(*) <i>Compte Bancaire Banque de France</i>			

III. — Tableau de flux de trésorerie au 31/12/2024.

En euros	31/12/2024	31/12/2023
Pre-tax	16 461 304	10 754 549
+/- Net appropriations to dépréciation of tangible and intangible assets		
- Dépréciations of goodwill and other fixed assets		
= Net appropriations to provisions		
+/- Portion of profits relating to affiliate companies		
+/- Net loss/net gain from investment activities		
+/- Income/charges from financing activities	12 516 009	68 347 535
+/- Other transactions	-18 636 288	-65 150 698
= Total non-monetary items included in net pre-tax profit and other adjustments	-6 120 279	3 196 837
+/- Cash flow relating to transactions with credit institutions	553 000 000	75 000 000
+/-Cash flow relating to transactions with customers		
+/-Cash flow from other transactions relating to financial assets or liabilities		
+/-Cash flow from other transactions relating to non-financial assets or liabilities	-393 101	-157 096
- Taxes paid	-5 877 440	-1 206 790
= Net decrease /(increase) of assets and liabilities from operating activities	546 729 459	73 636 114
Total net cash flow from operating activities (A)	557 070 484	87 587 501
+/- Cash flow relating to financial assets and participating interests		
+/-Cash flow relating to investment property		
+/-Cash flow relating to tangible and intangible assets		
Total net cash flow from investment activities (B)		
+/- Cash flow derived from or intended for shareholders	-7 695 000	-1 710 000
+/- Other net cash flow from financing activities	-553 000 000	-75 000 000
Total net cash flow relating to financing activities (C)	-560 695 000	-76 710 000
Effect of exchange rate variations on cash and cash equivalents (D)		
Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents (A+B+C+D)	-3 624 516	10 877 501
Net cash flow from operating activities (A)	557 070 484	87 587 501
Net cash flow relating to investment activities (B)		
Net cash flow relating to financing activities (C)	-560 695 000	-76 710 000
Effect of exchange rate variations on cash and cash equivalents (D)		
Cash and cash equivalents at opening	25 340 987	14 463 487
Cash, central banks, post office checking accounts (assets and liabilities)		
Demand deposit accounts (assets and liabilities) and loans/borrowings with credit institutions	25 340 987	14 463 487
Cash and cash equivalents at year-end	21 716 471	25 340 987
Cash, central banks, post office checking accounts (assets and liabilities)		
Demand deposit accounts (assets and liabilities) and loans/borrowings with credit institutions	21 716 471	25 340 987
Changes in net cash	-3 624 516	10 877 500

III. — Annexes.

1. – Résumé des principes comptables appliqués par BNP Paribas Home Loan SFH.

Les comptes de BNP Paribas Home Loan SFH sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit tels que figurant dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Le compte de résultat au 31 décembre 2024 et les notes aux Etats Financiers afférentes présentent une information comparative au 31 décembre 2023.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent également les valeurs reçues en pension, quel que

soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont comptabilisées au coût amorti.

Les primes d'émission ou de remboursement des comptes généraux applicables en France aux établissements de crédit tels que figurant dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Le compte de résultat au 31 décembre 2024 et les notes aux Etats Financiers afférentes présentent une information comparative au 31 décembre 2023.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les emprunts obligataires sont amortis selon la méthode actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt, les frais afférents à leur émission étant répartis linéairement sur cette même durée.

Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constatés prorata temporis.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Opérations en devises. — Les créances et dettes, libellés en devises sont évaluées au cours de change au comptant à la clôture de l'exercice.

La conversion de ces opérations libellées en devises aux dates d'arrêté dégage un écart constaté au compte de résultat.

Les produits et charges libellés en devises, relatifs à des prêts ou des emprunts sont enregistrés dans des comptes de produits et de charges ouverts dans chacune des devises concernées, les conversions s'effectuant aux dates d'arrêté mensuel.

Informations relatives aux transactions entre parties liées. — Compte tenu de l'activité de la société et de son lien capitalistique (filiale détenue à 99,99% par BNP Paribas SA), les obligations de l'ANC n° 2014-07 sur la présentation des informations sur les parties liées ne sont pas applicables.

Régime d'intégration fiscale. — BNP Paribas Home Loan SFH est intégrée au groupe fiscal France dont la tête de groupe est BNP Paribas depuis le 01/01/2005.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère, BNP PARIBAS SA.

Consolidation. — Les comptes de la société BNP Paribas Home Loan SFH sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas S.A.

Informations générales. — Dans le cadre des émissions des obligations de financement de l'habitat, BNP Paribas a mis en collatéral au profit de BNP Paribas Home Loan SFH un gisement de prêts immobiliers pour un montant de 41 770 185 097 euros au 31 décembre 2024.

Ce gisement est utilisé à hauteur de 37 378 409 091 € au titre des émissions existantes.

La société a son siège social en France et n'a aucune succursale ou filiale, conformément aux dispositions de l'article L.513-29 du Code monétaire et financier, implantées à l'étranger et y compris dans des Etats non coopératifs.

Evénements postérieurs à la clôture. — Néant.

2. – Notes relatives au compte de résultat au 31/12/2024.

2.a. Marge d'intérêts. — BNP Paribas Home Loan SFH, présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilés » la rémunération déterminée des instruments financiers évalués au coût amorti.

(En Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	409 849 811	-28 727 739	311 835 137	-27 502 967
Comptes à vue, prêts et emprunts	409 849 811	-28 727 739	311 835 137	-27 502 967
Dettes représentées par un titre	11 395 789	-375 576 219	14 609 395	-288 250 667
Obligations	11 395 789	-372 784 823	14 609 395	-286 016 179
Dettes subordonnées à terme		-2 791 395		-2 234 488
Produits et charges d'intérêts	421 245 601	-404 303 958	326 444 532	-315 753 635

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques

2.b. Commissions :

(En Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	1 250 000	-7 199	1 703 457	-104 437
Opérations sur titres	1 250 000	-7 199	1 703 457	-104 437
Produits et charges de commissions	1 250 000	-7 199	1 703 457	-104 437

(En Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation				-0
Produits et charges de commissions				-0

2.c. Charges générales d'exploitation & produits divers d'exploitation :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres frais administratifs	-1 723 139	-1 535 368
Rémunération d'intermédiaires	-1 380 324	-1 294 176
Impôts et taxes	-342 815	-241 192
Fonds de garantie et (F)onds de (R)ésolution (U)nique		
Total frais généraux	-1 723 139	-1 535 368
Fonds de garantie et (F)onds de (R)ésolution (U)nique (1)		-483 162
Total des Charges diverses d'exploitation bancaire		-483 162
<i>(1) Reclassement de la contribution au FRU en charges diverses d'exploitation bancaire</i>		

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits divers d'exploitation		483 162
Autres produits divers d'exploitation (1)		483 162
<i>(1) Règlement européen n°806/2014 du Fonds de Résolution Unique</i>		

2.d. Impôt sur les bénéfices :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants de l'exercice	-4 250 309	-2 787 269
Impôt sur les bénéfices	-4 250 309	-2 787 269

3. – Notes relatives au bilan au 31/12/2024.

3.a. Créances et dettes envers les établissements de crédits :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts et créances	34 375 156 589	34 903 085 679
Caisses, banques centrales et CCP	820	820
Comptes ordinaires débiteurs	21 715 650	25 340 987
Comptes à terme et prêts	34 353 440 118	34 877 744 692
Prêts et créances sur les établissements de crédit	34 375 156 589	34 903 085 679
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>200 440 117</i>	<i>171 744 691</i>

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs		
Dettes et emprunts	320 372 773	190 230 684
Dettes envers les établissements de crédit	320 372 773	190 230 684
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>372 773</i>	<i>230 683,75</i>

3.b. Autres actifs et autres passifs :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Débiteurs divers	2 307 603	2 306 836
Dont (F)onds de (R)ésolution (U)nique	2 306 836	2 306 836
Autres actifs	2 307 603	2 306 836
Créditeurs divers	1 074 829	2 334 550
Autres passifs	1 074 829	2 334 550

Au 31/12/2024, aucune dette fournisseur ne figurait dans les comptes de la société BNP Paribas Home Loan SFH

3.c. Comptes de régularisation :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits à recevoir	1 279 050	
Autres comptes de régularisation débiteurs	70 256 310	82 536 051
Charges constatées d'avance	70 256 310	82 536 051
Comptes de régularisation - actif	71 535 361	82 536 051
Charges à payer	821 276	768 739
Autres comptes de régularisation créditeurs	80 371 376	97 105 153
Produits constatés d'avance	80 371 376	97 105 153
Autres comptes de régularisation		
Comptes de régularisation - passif	81 192 652	97 873 892

Les comptes de régularisation à l'actif incluent les primes de remboursements restant à étaler sur les obligations zéro coupon qui sont nuls en décembre 2024

3.d. Dettes représentées par un titre :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Obligations	33 508 000 000	34 191 000 000
Dettes rattachées	199 233 710	171 854 432
Dettes représentées par un titre	33 707 233 710	34 362 854 432

3.e. Dettes subordonnées :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées remboursables	40 000 000	40 000 000
Dettes rattachées	92 640	118 056
Dettes subordonnées	40 092 640	40 118 056

4. – Informations complémentaires.

4.a. Evénements postérieurs à la clôture. — Il n'y a aucun événement post-clôture.

4.b. Evolution du capital en euros :

	Nombre de titres				
	à l'ouverture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	à la clôture de l'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	28 500 000			28 500 000	10 euros
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					

4.c. Variation des capitaux propres :

(En Euros)	31/12/2023	Augmentations de postes	Diminutions de postes	31/12/2024
Capital	285 000 000			285 000 000
Primes d'émission				
Réserve légale	1 317 734	398 364		1 716 098
Report à nouveau	231 939		-126 084	105 855
Résultat de l'exercice	7 967 280	12 210 995	-7 967 280	12 210 995
Capitaux propres	294 516 953	12 609 359	-8 093 364	299 032 948

4.d. Notionnel des instruments financiers :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Instruments dérivés de cours de change		
Instruments dérivés de taux d'intérêt		
Instruments financiers à terme sur marché de gré à gré		

La valorisation nette des swaps au 31/12/2024 est nulle

4.e. Echéances des emplois et des ressources :

(En Euros)	Durée restant à courir				
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emplois					
Créances à vue	21 715 650				21 715 650
Créances à terme	645 000 000	2 500 000 000	21 721 000 000	9 287 000 001	34 153 000 001
Ressources					
Dettes envers les établissements de crédit	319 999 180				319 999 180
Dettes représentées par un titre		2 500 000 000	21 721 000 000	9 287 000 000	33 508 000 000
Opérations avec la clientèle					
Dettes subordonnées	25 000 000			15 000 000	40 000 000

4.f. Honoraires du commissaires aux comptes. — Le montant total des Honoraires du Commissaires aux Comptes, liés à sa mission de contrôle légal des comptes, de l'exercice 2024 s'élève à 64 000 euros hors taxe, conformément à la lettre de mission approuvée et signée. La valeur s'élève à 76 800 toutes taxes comprises.

Tableau des résultats des 5 derniers exercices :

Nature des indications	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	285 000 000	285 000 000	285 000 000	285 000 000	285 000 000
Nombre d'actions ordinaires existantes	28 500 000	28 500 000	28 500 000	28 500 000	28 500 000
Nombre d'obligations convertibles en actions	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Résultat global des opérations effectives					
Produit net bancaire	3 417 820	3 622 344	5 396 536	12 773 080	18 184 443
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	1 039 782	1 000 160	2 699 069	10 754 549	16 461 304
Impôt sur les bénéfices	-316 909	-267 802	-682 345	-2 787 269	-4 250 309
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	722 873	732 358	2 016 724	7 967 280	12 210 995
Montant des bénéfices distribués	570 000	855 000	1 710 000	7 695 000	11 685 000
Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	0,03	0,03	0,07	0,28	0,43
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0,03	0,03	0,07	0,28	0,43
Dividende versé à chaque action	0,02	0,03	0,07	-0,00	-0,00
Personnel					
Nombre de salariés	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant de la masse salariale	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécu.Soc. Œuvres sociales)	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

B. — Rapport sur l'évaluation des biens immobiliers au 31 décembre 2024.

BNP Paribas Home Loan SFH est une société de financement de l'habitat (ci-après la « SFH ») régie par les articles L.513-28 et suivants du Code monétaire et financier qui a pour mission principale de contribuer au refinancement à moyen et long terme des prêts à l'habitat du Groupe BNP Paribas.

Le présent rapport relatif à l'évaluation des biens immobiliers est établi en application des dispositions de l'article 5 du règlement n° 99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier (ci-après le « Règlement 99-10 »). Ce rapport est établi à partir des données comptables disponibles au 31 décembre 2024.

I. — Rappel de la réglementation : mode d'évaluation, et méthode de réévaluation.

L'évaluation des biens immobiliers financés ou apportés en garantie au sens des articles L. 513-3 et L. 513-29 du Code monétaire et financier est régie par les articles 1 à 5 du Chapitre 1 du Règlement n° 99-10.

A. Evaluation des biens immobiliers :

Article 1er. — Les biens immobiliers financés ou apportés en garantie au sens des articles L. 513-3 et L.513-29 du code monétaire et financier font l'objet d'une évaluation prudente excluant tout élément d'ordre spéculatif.

L'évaluation prudente s'entend comme une évaluation égale ou similaire à la valeur initiale du bien financé ou apporté en garantie, hors droits et frais, au moment de la constitution de la sûreté sur le bien immobilier ou au moment de l'acquisition initiale des prêts par la société de crédit foncier ou par la société de financement de l'habitat ou de leur apport en garantie, et réévalué périodiquement conformément à l'article 3.

Article 2. — « L'évaluation prudente est réalisée sur la base des caractéristiques durables à long terme de l'immeuble, des conditions de marché normales et locales, de l'usage actuel de l'immeuble et des autres usages qui pourraient lui être donnés.

Cette valeur est déterminée par un évaluateur indépendant et qualifié, par écrit de manière impartiale, claire, transparente et objective.

Au moment de l'inclusion de l'actif de couverture dans le panier de couverture par la société de crédit foncier ou par la société de financement de l'habitat ou au moment de leur apport en garantie, la valeur courante ne peut être supérieure à la valeur de marché ou à la valeur hypothécaire.

Par dérogation, pour les biens immobiliers à usage d'habitation, l'évaluation peut être fondée sur le coût total de l'opération initiale lorsque ce coût est inférieur à 600 000 euros ou lorsque l'ensemble des prêts immobiliers financés par la société de crédit foncier ou par la société de financement de l'habitat et garantis par l'immeuble évalué présente un capital unitaire restant dû, apprécié au moment de l'acquisition de ces prêts ou de leur apport en garantie, inférieur à 480 000 euros.

Le coût total de l'opération s'entend comme la somme du montant du projet financé et de l'apport personnel, après déduction des droits, des frais de notaire et de négociation. »

Article 4. — La valorisation est réalisée par un évaluateur qui possède les qualifications, la capacité et l'expérience nécessaires ; et l'évaluateur est indépendant de la procédure de prise de décision quant à l'octroi de crédit, ne tient pas compte des éléments spéculatifs dans l'évaluation de la valeur des actifs physiques utilisés comme sûreté et établit la valeur de l'actif physique utilisé comme sûreté de manière claire et transparente, tel que précisé aux articles R. 313-17 à R. 313-19, D. 313-20 du code de la consommation. »

B. Réévaluation des biens immobiliers :

Article 3. — « Après leur acquisition ou apport en garantie, l'évaluation des biens immobiliers est réexaminée dans le cadre du système de mesure des risques auquel sont assujetties les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat au titre de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution :

- a) Pour les biens immobiliers à usage d'habitation, cet examen est effectué annuellement selon une méthode statistique ;
- b) Pour les biens immobiliers à usage professionnel pour lesquels l'ensemble des prêts immobiliers appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû inférieur à 30 % du montant total initialement prêté ou inférieur à 480 000 euros, l'examen est effectué annuellement et peut être effectué par l'utilisation d'une méthode statistique ;
- c) Pour les biens immobiliers à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est inférieur à 600 000 euros et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 euros, cet examen est individuel et effectué tous les trois ans. Entre deux examens individuels, la valeur de ces biens immobiliers est réexaminée annuellement selon une méthode statistique ;
- d) Pour les biens immobiliers à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est supérieur à 600 000 euros et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 euros, cet examen est annuel et individuel.

Un suivi plus fréquent est effectué lorsque les conditions du marché connaissent des changements significatifs.

Une méthode statistique peut être utilisée. Elle vise à définir un coefficient de réajustement fixé compte tenu du marché immobilier et de son évolution sur la base des indices de variation des prix de l'immobilier publiés, par des instances officielles ou similaires, telles que des plateformes de données de marché, les plus appropriés au moment de la réévaluation, en termes de contenu et de date. Elle peut notamment conduire à réévaluer un bien immobilier à partir de l'évolution, sur la période considérée, des prix immobiliers constatés par un indice reflétant les transactions immobilières pertinentes. Dans ce cas, la méthode doit s'assurer que la valeur réévaluée ainsi obtenue est inférieure ou égale à la valeur de marché ou à la valeur hypothécaire à la date de réévaluation.

La méthode statistique utilisée doit être définie par écrit de manière claire, transparente, impartiale, objective et contrôlable à partir d'une piste d'audit prenant créance par créance, la valeur initiale des biens immobiliers telle que définie à l'article 2 ainsi que l'indice de variation des prix de l'immobilier publiés par des instances officielles ou similaires »

Opérations de rachat de prêt. — Concernant la détermination de la valeur du bien, l'instruction n°2022-I-03 de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution prévoit une approche spécifique aux opérations de rachat de prêt :

V – Éléments de calcul des montants éligibles au refinancement par des ressources privilégiées –

[...] Pour les besoins de ce qui précède, les règles sur l'évaluation prudente aux articles 1 et 2 du règlement n°99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière s'appliquent à la détermination de la valeur du bien. Pour les opérations de rachat de prêt pour les biens immobiliers à usage d'habitation dont l'évaluation peut être fondée sur le coût total de l'opération initiale (selon l'article 2 du même règlement), le coût total de l'opération initiale peut être fondé sur le montant retenu à l'origine du projet financé et de l'apport personnel, après déduction des droits, des frais de notaire et de négociation, ou à défaut, sur le montant financé au moment du rachat.

I. – Méthode et procédure utilisées par BNP Paribas Home Loan SFH.

A. Evaluation des biens immobiliers.

La valeur initiale des biens immobiliers financés est fondée, par dérogation, sur le coût total de l'opération déterminée en fonction des trois cas présentés ci-dessous :

- Pour toutes les créances, à l'exception des opérations de rachat de prêt originées par BNP Paribas SA et des opérations de rénovation seule, la valeur initiale des biens immobiliers financés est égale au coût total de l'opération initiale hors droits et frais, éventuellement augmentée de la valeur des travaux financés. Cette valeur initiale, déterminée sur la base de justificatifs dont une liste non exhaustive est présentée en annexe, correspond à la somme du montant du projet financé et de l'apport personnel après déduction des droits, des frais de notaire et de négociation.
- Pour les opérations de rachat de prêt originées par BNP Paribas SA, la valeur initiale des biens immobiliers financés correspond également au coût total de l'opération initiale fondé sur le montant financé par BNP Paribas SA au moment du rachat. Pour le calcul de cette valeur initiale, chaque offre de rachat de prêt est considérée comme indépendante des autres, de sorte qu'il n'est pas tenu compte d'éventuels prêts liés.

- Pour les opérations de rénovation seule ainsi que les prêts travaux originés par BNP Paribas SA, la valeur initiale du bien est déterminée comme correspondant à la valeur totale des travaux financés sans tenir compte de la valeur du bien rénové. Ce montant correspond à la somme du montant du projet financé de rénovation et de l'apport personnel.

Les prêts immobiliers du portefeuille de collatéral de la SFH étant soit utilisés pour financer un bien d'une valeur inférieure à 600 000 euros, soit présentant un capital unitaire restant dû apprécié au moment de leur apport en garantie inférieure à 480 000 euros, la dérogation de l'article 2 du Règlement 99-10 s'applique à l'intégralité du portefeuille.

B. Réévaluation des biens immobiliers.

Après leur apport en garantie, la valeur des biens immobiliers est réexaminée trimestriellement selon une méthode statistique en application de l'article 3 du Règlement 99-10. Le calcul de la valeur des biens immobiliers actualisée grâce à l'indexation sur les indices INSEE des prix des logements anciens en Ile-de-France et en province était déjà en place pour le programme BNP Paribas Home Loan Covered Bond depuis fin 2006. Ce calcul a été adapté et amélioré lors du changement de statut de notre société en société de financement de l'habitat en 2011.

Ainsi, nous avons procédé dès le mois de juin 2011 à l'acquisition des indices de prix des logements anciens par région et par département pour toute la France métropolitaine. Ces indices par département ont été utilisés dès le mois de juillet 2011 pour la revalorisation des biens financés et le calcul du montant refinançable par la SFH avec les règles suivantes pour les indices hors France métropolitaine :

- Corse (départements 2A et 2B) : utilisation de l'indice calculé pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- DOM TOM (départements au-delà de 96) : utilisation de l'indice INSEE des prix des logements anciens en province.

Sources des indices de prix des logements anciens :

- Les indices de prix des logements anciens de l'Île-de-France sont calculés par la société Paris Notaires Services (« PNS ») et l'INSEE à partir des données de transactions immobilières contenues dans la base « BIEN » (*Base d'Informations Économiques Notariales*) appartenant à et gérée par PNS et alimentée par les notaires d'Ile-de-France.
- Les indices de prix des logements anciens en province sont calculés par la société Perval et l'INSEE à partir des données de transactions immobilières contenues dans la « base Perval » et alimentée par les notaires de province.
- Les indices de prix des logements anciens relatifs à l'ensemble de la France métropolitaine sont calculés par la société Perval et l'INSEE à partir des données de transactions immobilières contenues dans les bases gérées par Perval et PNS.

Deux conventions ont été signées entre l'INSEE et PNS, d'une part, et entre l'INSEE, le Conseil Supérieur du Notariat et Perval, d'autre part, pour définir une méthodologie de calcul des indices à partir des données notariales ainsi que les modalités de diffusion des indices.

Définition et calcul des indices de prix des logements anciens :

- Les indices PNS-INSEE des prix des logements anciens fournissent une mesure des évolutions de prix des logements anciens à qualité constante. Le prix retenu est le prix net vendeur, hors droits de mutation, frais de notaire et commission d'agence.
- Les indices portent uniquement sur les maisons et les appartements anciens au sens fiscal, c'est-à-dire ayant de plus de 5 ans, ou faisant l'objet d'une deuxième mutation.

Afin d'éviter les transactions atypiques, les biens non standards tels que les chambres, lofts, ateliers ou châteaux et les acquisitions effectuées par des professionnels de l'immobilier sont exclus des calculs de ces indices. De plus, on ne retient que les biens :

- libres d'occupation au moment de la vente (ou occupés par le vendeur) ;
- acquis en pleine propriété par une vente de gré à gré ;
- destinés à un usage strict d'habitation.

Réception et prise en compte des indices :

Nous recevons trimestriellement les mises à jour des indices trimestriels bruts des prix du logement par département et région :

- pour les indices de l'Ile-de-France : envoi courant mars, juin, septembre et décembre (trimestre T) des indices définitifs du trimestre T-2 et provisoires des trimestres T-1 pour les 8 départements de l'Ile-de-France.
- pour les indices de province : envoi avril, juillet, octobre et janvier des indices définitifs du trimestre T-2 et provisoires des trimestres T-1 pour les 20 régions administratives et les 86 départements de province, avec un mois de retard donc par rapport aux indices de l'Ile-de-France.

Nous mettons à jour nos systèmes informatiques avec les nouveaux indices après réception des deux bases. La valorisation des biens immobiliers au 31 décembre 2024 utilise les indices provisoires du deuxième trimestre 2024, correspondant aux ventes réalisées au cours de ce même trimestre, d'où un retard par rapport à l'évolution réelle du marché immobilier en France.

Les indices annexés à ce rapport intègrent le changement de base 100 de 2010 à 2015 initié par l'INSEE qui a entraîné la revue totale de l'historique. Ce changement n'affecte en aucun cas les valeurs relatives des indices.

Lors du calcul de la valeur indexée du bien financé, nous avons choisi une approche prudente, prenant en compte les éléments suivants :

- Une hausse des indices immobiliers n'est répercutée qu'à hauteur de 80% sur la valeur du bien ;
- A la baisse, une marge de sécurité est prévue et vise à compenser les délais de publication des indices immobiliers. Cette décote varie selon la localisation du bien par département.

II. Résultats
Voici les informations relatives au collatéral mobilisé au 31 décembre 2024 sur la base des données des prêts (capital restant dû) au 30 novembre 2024. Au 31 décembre 2024, il avait été décidé de ne mobiliser que des crédits cautionnés.

	Evaluation des immeubles financés apportés en garantie (en milliards d’euros)		
	Nombre de créances concernées	Valeur initiale	(1) Valeur réexaminée (statistique)
Prêts cautionnés	341 719	80.01	87.23
(1) valeur déclarée à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution dans l'état « Elément de calcul du ratio de couverture et de contrôles des limites » prévu par l'instruction n°2022-I-03 de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.			

Fait à Paris, en deux (2) exemplaires, le 24/03/2025.

Mme Mona DURDILLY
Directrice Générale Déléguée de BNP Paribas Home Loan SFH

ANNEXE

- Sources :
- Notaires de Paris – Ile-de-France – BASE BIEN
 - Notaires de France – PERVAL
 - INSEE pour les DOM-TOM

Code département	2024 T2 prov	Code département	2024 T2 prov	Code département	2024 T2 prov
01	128.80309006	34	126.49002616	66	123.28031785
02	100.98528024	35	146.35601450	67	131.69668460
03	117.89268711	36	109.09953323	68	124.56100774
04	126.05429323	37	124.29227158	69	131.68036868
05	126.08788560	38	124.86092872	70	113.03903488
06	126.84778219	39	115.03083135	71	117.33144849
07	123.57559768	40	146.22469108	72	126.87273994
08	111.95135102	41	112.25445750	73	141.50336019
09	120.03000445	42	123.46945179	74	137.19283373
10	111.59234187	43	117.19792866	75	121.95611436
11	123.51160811	44	144.07059109	76	122.84815031
12	120.03878442	45	114.55274497	77	113.53299572
13	126.85183443	46	122.53274380	78	115.14529011
14	141.28548445	47	125.12015136	79	123.77626717
15	117.19792866	48	124.90420392	80	113.43336131
16	128.91046480	49	134.42178189	81	121.61736334
17	141.44014278	50	141.39741118	82	119.54265529
18	101.01994626	51	118.49953006	83	129.05245138
19	113.93232245	52	106.99710638	84	123.59236662
21	120.95392052	53	128.46912234	85	147.13189922
22	152.62729151	54	119.72873811	86	125.61295414
23	108.45865410	55	116.02687791	87	115.61961531
24	125.02417778	56	158.81787093	88	118.67994749
25	118.39696871	57	127.04951817	89	104.81662002
26	123.71229365	58	104.37650345	90	114.88059113
27	117.83045848	59	120.28922810	91	113.74668649
28	107.25242979	60	110.49260192	92	118.48510148
29	156.08487104	61	128.84824569	93	119.37385846
30	123.55030101	62	120.71974162	94	118.54446345
31	124.00367175	63	116.59450844	95	114.36516932
32	122.53274380	64	146.57278792	971 à 979	129.10000000
33	142.86611325	65	120.56145184	Corse	127.16164887

Liste de documents pouvant justifier les éléments de valorisation du bien financé :

- Offre de prêt
- Contrat de construction
- Acte notarié
- Promesse de vente
- Contrat de VEFA
- Acte de propriété
- Acte de donation
- Evaluation par expert ou agence immobilière
- Facture (dans le cas de travaux ou d'aménagements)
- Devis
- Contrat de vente

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'assemblée générale de la société BNP PARIBAS HOME LOAN SFH,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP PARIBAS HOME LOAN SFH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 et L. 22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.**Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel.**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des commissaires aux comptes.

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP PARIBAS HOME LOAN SFH par l'assemblée générale du 4 juin 2012 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 26 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Deloitte & Associés était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**Objectif et démarche d'audit.**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821 27 à L. 821 34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 28 mars 2025

Les Commissaires aux comptes :

ERNST & YOUNG et Autres :
Hassan BAAJ

Deloitte & Associés :
Jean-Vincent COUSTEL.

D. — Attestation du contrôleur spécifique sur les modes et résultats d'évaluation et les méthodes de réexamen périodique de la valeur des biens immobiliers au 31 décembre 2024.

En application de l'article 5 du règlement 99-10 du CRBF

Mesdames et Messieurs les administrateurs,

En notre qualité de contrôleur spécifique de la société BNP Paribas Home Loan SFH et en application des dispositions prévues par l'article 5 du règlement 99-10 du CRBF, nous avons procédé à la vérification de la validité, au regard de la réglementation en vigueur, des modes et résultats d'évaluation des biens immobiliers sous-jacents aux prêts et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur mentionnés au « rapport sur l'évaluation des biens immobiliers au 31 décembre 2024 » joint à la présente attestation.

Les modes et résultats d'évaluation des biens immobiliers et les méthodes de réexamen périodique de leur valeur ont été définis et mis en œuvre sous la responsabilité de la Directrice Générale Déléguée de votre société.

Il nous appartient de nous prononcer sur leur validité au regard des règles en vigueur au 31 décembre 2024.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Nos travaux ont consisté à vérifier la conformité :

- des procédures, modes et résultats d'évaluation ainsi que des méthodes de réexamen périodique, dans leur conception et dans leur détermination, à la réglementation en vigueur au 31 décembre 2024,
- des informations contenues dans le rapport ci-joint avec, d'une part, le dispositif d'évaluation et de réexamen effectivement appliqué et, d'autre part, avec les résultats résultant de l'application du dispositif d'évaluation.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler quant à la conformité aux dispositions prévues par les articles 2 à 4 du règlement 99-10 du CRBF, des modes et résultats d'évaluation des biens immobiliers et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur mentionnés au « rapport sur l'évaluation des biens immobiliers au 31 décembre 2023 » ci-joint.

Cette attestation est régie par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou de la présente attestation, ou de toute question s'y rapportant.

Paris, le 13 mai 2025
Le contrôleur spécifique :

FIDES AUDIT
représenté par Stéphane MASSA.